



n°9403/DT

## **ETAT DES STATISTIQUES ECONOMIQUES SUR LE SECTEUR INDUSTRIEL MODERNE : diagnostic et propositions**

**Novembre 1994 (1)**

Partant du constat qu'il ne peut y avoir d'analyse macro-économique sérieuse sans un système d'informations statistiques performant, le projet MADIO se propose d'engager sa réflexion par une première phase de bilan de l'état du système d'informations statistiques portant sur les données d'intérêt général pour le macro-économiste. Au cours de cette phase, différents thèmes seront abordés, dont plus particulièrement : les statistiques de production du secteur moderne, les statistiques économiques sur les ménages, les statistiques de prix à la consommation, les statistiques agricoles, et les statistiques du commerce extérieur. Parallèlement, un travail similaire sera réalisé concernant les modèles macro-économiques appliqués à l'économie malgache.

On rédigera pour chacun de ces thèmes une note, où l'on établira un diagnostic des sources existantes (périodicité, qualité, type d'exploitation possible, etc.), et où l'on présentera un certain nombre de propositions concrètes concernant soit l'amélioration du système en place, soit la mise en oeuvre d'opérations statistiques spécifiques. Toutes ces opérations s'inscriront dans le cadre du "*projet de réhabilitation du système statistique national*" défini par la DGBDE en juillet 1994 (2).

Le document technique ci-après présente un diagnostic des sources d'informations du secteur industriel moderne ainsi que les propositions concernant aussi bien la valorisation des données existantes que l'amélioration du système de collecte des statistiques. Ce travail s'inscrit dans un cadre plus large qui concerne les statistiques de production en général. Nous nous proposons ici de concentrer notre effort sur le secteur industriel dans un premier temps, mais les suggestions avancées concernant les améliorations du système d'informations pourront également être appliquées au secteur tertiaire. Les limites du secteur moderne seront par ailleurs définies en accord avec l'opération sur le secteur informel prévue dans le cadre du projet MADIO.

<sup>1</sup>) Ce document a été rédigé par Mireille RAZAFINDRAKOTO, projet MADIO.

<sup>2</sup>) DGBDE, "*Projet de réhabilitation du système statistique national*", Ministère de l'Economie et du Plan, Madagascar, juillet 1994, 126p.

La connaissance de la dynamique industrielle est essentielle pour apprécier l'évolution macro-économique du pays. Malgré le poids relativement faible de ce secteur dans le PIB de Madagascar, son rôle est primordial. La production de biens manufacturés locaux pouvant se substituer aux importations s'avère nécessaire compte tenu des contraintes liées à la faible disponibilité en devises. Par ailleurs, les problèmes de débouchés extérieurs et la baisse des prix mondiaux des matières premières traditionnellement exportées limitent les recettes en devises. Ainsi, parallèlement à la promotion des produits d'exportation agricole (PPEA), la diversification des exportations vers les produits manufacturés s'impose pour améliorer la balance commerciale. Enfin, l'effet d'entraînement du secteur industriel sur le reste de l'économie est loin d'être négligeable (création d'emploi, valorisation des matières premières agricoles, demande de services, etc.). L'état de l'information sur le secteur industriel moderne apparaît cependant très lacunaire à Madagascar.

## **I.- DIAGNOSTIC**

Deux catégories de sources peuvent être mobilisées pour réunir les informations sur le secteur industriel moderne :

- les premières qui résultent d'opérations spécifiques (enquêtes, recensement) servent directement à la constitution d'une base réunissant des données pertinentes pour l'analyse statistique ;
- les fichiers administratifs sont constitués selon les objectifs de chaque institution. Les fichiers se limitent en général à quelques variables répondant aux besoins de l'administration qui les gère. Ces fichiers peuvent toutefois servir pour la constitution d'une base actualisée, et certains peuvent faire l'objet d'une exploitation secondaire.

### **I.1- Les sources d'informations statistiques**

Pour collecter les informations statistiques sur le secteur industriel moderne, on a habituellement recours à trois types d'opérations statistiques:

- le recensement industriel qui est destiné à mettre à jour le fichier servant de base de sondage aux différentes enquêtes. C'est une opération relativement lourde donc à périodicité longue (quinquennale ou décennale) ;
- les enquêtes annuelles dans l'industrie qui collectent des données détaillées sur l'évolution de la structure de la production. On peut ainsi saisir les changements structurels du tissu industriel grâce à un questionnaire plus complet ;
- les enquêtes de conjoncture, à périodicité infra-annuelle, qui ont pour objectif d'estimer l'évolution des principaux agrégats économiques (production, emplois, prix, coûts, investissements). Cette opération concerne tous les secteurs de l'économie. Celle qui est spécifique à l'industrie moderne a pour objectif d'apprécier l'évolution globale de ce secteur ainsi que l'opinion des chefs d'entreprise sur l'environnement économique et les principaux problèmes auxquels ils sont confrontés. Il s'agit d'enquêtes légères utilisées pour la prévision à court terme.

Concernant les différentes opérations statistiques qui ont été menées à Madagascar, on trouvera ci-dessous l'état des informations disponibles. De manière générale, on peut déplorer

la faible qualité des données. De plus, il semble que le plus souvent, les enquêtes ne font l'objet que d'une exploitation partielle et n'atteint que rarement le stade de la publication.

### Recensement industriel

La BDE a effectué un recensement industriel annuel de 1966 à 1986. Ces opérations statistiques ont fait l'objet d'une publication annuelle. La base du recensement était constitué par le Fichier des Etablissements tenu par la BDE. Le champ couvert correspond aux industries extractives, aux industries manufacturières, et à la production et la distribution de l'électricité et de l'eau. L'unité statistique adoptée est l'établissement. L'enquête se limite aux établissements employant au minimum cinq personnes. Toutefois d'autres critères (production, chiffre d'affaires) ont été retenus pour que les activités à faible intensité de main-d'oeuvre n'échappent pas à l'opération. Les informations contenues dans le questionnaire concernent : l'emploi, les salaires, les achats de matières premières, les productions et les ventes de produits finis, les quantités d'électricité consommées, les investissements réalisées, et enfin le compte des charges et des produits. Un rapport détaillé des résultats est disponible par branche, par classe et par groupe d'activité pour chaque année. A titre indicatif, le recensement a touché 351 établissements en 1983, 355 en 1984, 347 en 1985 et 346 en 1986.

Le dernier recensement a eu lieu en 1987, et a été mené conjointement par la BDE et le MIEM. Il avait pour objectif de mettre à jour le fichier des entreprises industrielles "non artisanales" de plus de cinq salariés. En fait, il semble que l'opération se limitait à enquêter un échantillon d'environ 150 "grandes" entreprises et de 300 "petites" entreprises. On peut d'ailleurs remarquer que déjà en 1984, seulement 355 entreprises étaient incluses dans le recensement industriel, alors que, selon la liste dressée par la BDE, les entreprises de plus de 5 salariés se chiffraient à 800<sup>(3)</sup>. Mais, les critères utilisés pour le choix de ces entreprises ne sont pas connus faute de documents précis sur la méthodologie. Il semble d'ailleurs que cette opération n'ait pas été menée à son terme. Nous n'avons pu trouver aucun document publiant les résultats.

Deux types de questionnaires ont été retenus en fonction de la taille des entreprises : un questionnaire relativement détaillé pour les "grandes entreprises" ; et un questionnaire simplifié pour les "petites". On peut encore noter ici que les critères utilisés pour distinguer ces deux types d'entreprises n'ont pas été spécifiés. L'analyse des données des deux fichiers (celui des "grandes" entreprises d'une part, des "petites" d'autre part), montre que quelle que soit la variable que l'on retient, on ne peut faire ressortir de caractéristiques spécifiques à chacun des deux types d'entreprises<sup>(4)</sup>.

Le taux de réponse de ce "recensement" était très faible (72 sur 150 pour le premier ; 60 sur 300 pour le second groupe). Parallèlement, le fichier concernant les "petites" entreprises est inexploitable étant donné le nombre d'incohérences et l'absence de documents précis décrivant les variables saisies.

Il semble alors que le dernier véritable recensement remonte à 1984, année pour laquelle on a le meilleur taux de couverture. On peut ainsi s'interroger sur la fiabilité des

---

<sup>3)</sup> DOROSH, BERNIER, SARRIS: L'ajustement macroéconomique à Madagascar en 1990;

<sup>4)</sup> Ainsi, par exemple, dans le fichier des "petites" entreprises, 24 ont un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de Fmg (dont 6 sont supérieurs à 500 millions), or le quart des entreprises qui ont été classées parmi les "grandes" ont un chiffre d'affaires inférieur à 500 millions Fmg (dont 3 inférieurs à 100 millions).

différentes enquêtes effectuées depuis dix ans compte tenu de l'absence de repère sur la représentativité des échantillons mobilisés.

### Les enquêtes annuelles

Le Ministère de l'industrie a mené une enquête annuelle jusqu'en 1989, mais la couverture de cette enquête n'est pas complète. A priori, il s'agit d'une continuation de l'opération qui a été menée par ce Ministère en 1987. Le diagnostic sur ces enquêtes n'a pas pu être fait pour l'instant faute de documents.

### Les enquêtes de conjoncture

Trois institutions: le Ministère de la Promotion Industrielle et de l'Artisanat (MPIA), l'Institut National de la Statistique (INSTAT), et le Ministère de l'Economie et du Plan (MEP) effectuent chacun une enquête de conjoncture sur le secteur industriel.

#### *L'enquête de conjoncture du MPIA*

Elle se fait trimestriellement depuis 1990 (les données n'ont pas été collectées en 1991 en raison des événements politiques). Cette enquête est réalisée avec l'appui de l'ONUDI. Jusqu'en 1993, seules les entreprises dont l'effectif est supérieur à 20 ont été retenues. L'échantillon a été élargi à celles ayant plus de 10 employés en 1994.

L'enquête a eu lieu essentiellement dans la province d'Antananarivo (avec un déplacement sur le terrain des enquêteurs). Pour les autres provinces, seules quelques entreprises ont été enquêtées.

Le nombre d'entreprises enquêtées n'est pas connu de façon précise. Selon une première source d'information, elle a touché 250 entreprises environ, soit un taux de couverture de 80% sur la province d'Antananarivo (mais on ne sait pas si ce taux est calculé à partir du nombre ou du chiffre d'affaire des entreprises). Le travail de mise à jour du fichier de base a permis d'augmenter progressivement le taux de couverture de l'enquête. 550 entreprises auraient été enquêtées en 1993. Dans le document présentant les premiers résultats de 1994, 716 entreprises sont répertoriées. Les documents devraient mentionner de façon précise le nombre exact des entreprises enquêtées et de celles qui ont effectivement répondu aux questionnaires (sur la production et la vente en particulier) pour chaque trimestre. Sans ces précisions, il est difficile d'évaluer la représentativité des résultats et d'apprécier l'évolution réelle de la situation des entreprises.

Le questionnaire a été volontairement simplifié. Les informations recueillies restent ainsi relativement limitées. Elles concernent les ventes (en quantité et en valeur) dont les exportations (en valeur), la production du trimestre, les prévisions, la capacité de production, le total des CI en valeur, les effectifs, les investissements et enfin les tendances futures de la production, des ventes, des emplois et des prix de ventes.

Quelques remarques sur le questionnaire:

- les prix des produits exportés étant différents de ceux destinés aux marchés domestiques, il faudrait disposer des exportations en volume.

- Seule la valeur totale des consommations intermédiaires est disponible, elles ne sont pas détaillées ni selon leur nature, ni selon leur origine (locale ou importée). Des modifications sont prévues sur ce point pour le troisième trimestre 1994.
- De même, en ce qui concerne l'emploi, les informations sont limitées. Les questions concernant la rémunération des employés ne sont pas incluses dans le questionnaire. Seules les effectifs ventilés selon le statut (permanent ou non), selon le sexe et le niveau de qualification (cadres, ouvriers, autres) sont disponibles. Il serait d'ailleurs souhaitable d'avoir une ventilation plus précise selon la qualification des employés (la catégorie "autres" étant ambiguë).
- Les informations sur les taxes et subventions, la valeur des stocks, la sous-traitance et les conditions d'activité (difficultés rencontrées) sont absentes du questionnaire. L'évaluation du niveau des prix par rapport aux concurrents pourrait également être introduite dans le questionnaire pour mesurer la compétitivité des entreprises.

Les résultats pour le premier et le second trimestre 1994 sont en principe disponibles depuis le mois de juin 1994.

Notons que notre diagnostic sur cette enquête de conjoncture reste ici incomplet en raison des difficultés pour obtenir les informations statistiques précises (données, documents méthodologiques). Il semble pourtant que, malgré un échantillon non représentatif, a priori, des trois enquêtes effectuées dernièrement, cette enquête est celle qui a le meilleur taux de couverture.

#### *Enquête de conjoncture de l'INSTAT*

L'INSTAT collecte les informations sur l'industrie de façon mensuelle depuis 1970. Des questionnaires sont envoyés régulièrement (douze fois tous les ans) aux entreprises. Ces dernières doivent les remplir par mois d'activité. Depuis 1985, la base de sondage repose sur les résultats du recensement de 1984 (une base actuellement largement périmée).

Il est malheureux de constater que malgré un questionnaire déjà très simplifié, seules deux variables sont saisies depuis 1990 : la quantité produite et vendue par entreprise. Les informations sur les prix, les consommations intermédiaires et les effectifs, présentes dans le questionnaire, restent inexploitées. En fait, les résultats de l'enquête se limitent à la construction d'un indice de la production industrielle dont on peut sérieusement douter de sa fiabilité pour plusieurs raisons :

- la base de l'indice remonte à l'année 1984, et la méthodologie appliquée pour mettre à jour cette base est incomplète. Les établissements qui disparaissent sont remplacés par d'autres ayant les mêmes caractéristiques (même activité et même quantité produite). Les nouveaux établissements produisant un volume important d'un bien figurant déjà dans l'indice sont intégrés dans la base. Mais, d'une part, les nouveaux types de produits qui sont apparus depuis 1984 restent en dehors de l'indice; d'autre part, la pondération pour chaque groupe restant inchangée depuis cette date, les changements de structure du tissu industriel ne sont pas pris en compte. Pour l'année en cours (1994), un nouvel indice tenant compte des nouvelles créations d'activité est en cours d'élaboration parallèlement à l'ancien, mais la connaissance des nouveaux coefficients de pondération pour chaque activité est fondamentale pour disposer d'un indicateur fiable ;
- le nombre d'entreprises qui répondent à l'enquête (ou le taux de réponse) diminuent chaque année (170 en 1990; 165 en 1991; 155 en 1992; 155 en 1993; et 153 en 1994). De plus, le

nombre d'entreprises ayant répondues de manière régulière au cours des cinq années est faible. Les données brutes sont corrigées en reprenant les tendances passées pour les non-réponse ;  
- faute de moyens (humains et matériels), le traitement des données (saisies et analyses) ne se fait pas de façon très opérationnelle<sup>5</sup>.

### *Enquêtes de conjoncture du MEP*

Trois enquêtes de conjoncture ont été menées jusqu'ici par le Ministère de l'Economie et du Plan. L'objectif de cette enquête est double :

- Connaître le taux de croissance des principaux agrégats macro-économiques (prix, production, salaire, investissement, CA, effectif) ;
- Cerner l'opinion des professionnels sur l'environnement socio-économico-politique vécu par le pays.

Pour des raisons budgétaires (retard de déblocage de fonds ou nécessité d'inclure une enquête dans un exercice budgétaire fixé), les périodes étudiées lors de ces enquêtes ainsi que le nombre d'entreprises varient de manière sensible.

Première enquête : période 10 mois de 1991 comparée aux 10 mois de 1990  
nombre d'entreprises : environ 200 entreprises

Deuxième enquête : période 10 mois de 1992 comparée aux 10 mois de 1991  
nombre d'entreprises : 235

Troisième enquête : - 12 mois de 1993 comparée aux 12 mois de 1992  
- 6 premiers mois de 1994 comparée aux 6 premiers mois de 1993  
nombre d'entreprises : 195

Une analyse dynamique des données impliquerait donc une extrapolation des données. Par ailleurs, les différentes enquêtes souffrent du manque de Base de Sondage contraignant ainsi les techniciens à amalgamer différents documents et fichiers (MINAS, fichier Rindra, données du MPIA, etc.).

Pour le questionnaire, certaines rubriques sont mal comprises par les enquêtés malgré le niveau assez poussé des enquêteurs (minimum licence es économie). Ces rubriques n'ont donc pas pu être exploitées convenablement (cas de la Consommation Intermédiaire et du Stock pour la 3ème enquête de conjoncture).

Ces différentes enquêtes de conjoncture n'ont pas touché jusqu'à présent les entreprises de la zone franche.

### *Enquêtes sur les entreprises de la zone franche*

Une enquête sur la zone franche industrielle a été effectuée par la BDE, le Ministère de l'industrie et le Ministère de l'économie au cours du mois de février 1993. L'enquête portait sur les années 1990 à 1992, et les prévisions pour 1993. Cette enquête a permis la sortie d'un rapport sur la situation par groupe d'activité (valeur de la production, consommations intermédiaires, investissements réalisés, effectifs et frais de personnels). Cependant, la

---

<sup>5</sup>) exemple: le nom et le numéro des entreprises sont re-saisies chaque année avec les risques d'erreur que cela entraîne, ce qui rend difficile le traitement automatique des données.

couverture de l'opération est limitée. Les résultats concernent 38 entreprises (dont 37 à Antananarivo) sur les 74 enregistrées par le Ministère de l'industrie et de l'artisanat. Parmi celles qui restent : 14 ne sont pas encore opérationnelles ; 9 n'ont pas pu être localisées ; 12 n'ont pas répondu aux questionnaires ou ont rendu le questionnaire en blanc; et enfin une entreprise n'a produit qu'en 1991.

Le MPIA mène actuellement une enquête sur les entreprises de la zone franche. Les questionnaires ont été envoyés au début du mois de novembre. Ils portent sur les exercices 1993 et 1994 et les prévisions pour 1995. Cette opération doit en principe toucher la totalité de la zone franche industrielle. Faute de documents précis sur la méthodologie de l'enquête, les informations par voie orale que nous avons pu obtenir restent floues.

Le questionnaire prévu pour les entreprises de la zone franche est plus complet que celui utilisé pour l'enquête de conjoncture. Les questions concernent : la production (en volume et en valeur pour 1993 et 1994), les prévisions, les ventes, le taux d'utilisation des capacités de production, les consommations intermédiaires consommables (en valeur), les consommations d'énergie (quantité, valeur), le personnel (cadres/ouvriers, permanent/non permanent), les effectifs, les salaires, les prévisions concernant l'emploi, et enfin les investissements réalisés pour 1993 et 1994 selon l'origine du financement, ainsi que les prévisions pour 1995.

Quelques informations supplémentaires devraient être ajoutées au questionnaire pour mieux apprécier les caractéristiques des entreprises enquêtées :

- la part de la production exportée ;
- les taxes ;
- le détail sur le personnel (expatriés/malgaches; ouvriers/employés/cadres) ;
- le total des heures travaillées par les temporaires et durée d'activité de l'entreprise ;
- les conditions de l'activité (difficultés de débouchés, concurrence à l'exportation) ;
- l'évaluation du niveau des prix de vente (supérieure ou inférieure à la moyenne) ;

### Enquête sur l'emploi

Les enquêtes sur l'emploi constituent également une source d'information sur les entreprises. La Direction de l'Emploi et de la Main-d'Oeuvre (DEMO) a régulièrement effectué des opérations statistiques de 1987 à 1992. Des questionnaires sur l'emploi et la rémunération ont été envoyés à environ 160 entreprises.

## **I.2- Les sources d'informations administratives**

En principe, plusieurs sources d'informations peuvent être mobilisées pour disposer d'un fichier de base de l'industrie à Madagascar. Malheureusement, aucune des sources n'est complète.

*Le fichier des établissements de la BDE/INSTAT*

Cette base regroupe la totalité des entreprises de tous les secteurs ayant demandé une immatriculation<sup>6</sup>. Mais la mise à jour n'est pas satisfaisante. Il regroupe environ 266 000 établissements dont un certain nombre n'existent plus. Des démarches sont entreprises pour compléter le fichier en recoupant avec les autres sources d'information dans la mesure du possible:

- le fichier de la CNaPS qui est reçu régulièrement est utilisé pour la mise à jour, mais l'absence d'identifiant commun limite les possibilités de recouplement (les noms et les activités des entreprises pouvant changer ou être saisis différemment) ;
- les annonces dans le Journal Officiel constitue une autre source d'information utilisée par l'institution (les créations, les modifications et quelquefois les disparitions d'établissements), mais les annonces ne se font pas de façon systématique, et faute de places, elles paraissent souvent avec un certain retard ;
- les déclarations au Tribunal du Commerce sont également exploitées, mais les informations se limitent aux sociétés uniquement ;
- enfin, l'INSTAT envoie régulièrement la liste des établissements à la contribution directe mais cette démarche n'est apparemment pas réciproque.

#### *Le fichier de la CNaPS*

Ce fichier constitue également une source d'information qui peut être mobilisée. Chaque entrepreneur doit en effet enregistrer ses employés à la CNaPS (principalement leur effectif et leur rémunération). Ce fichier est mis à jour régulièrement (trimestriellement) dans la mesure où les entreprises qui cessent leur activité le signalent et arrêtent de payer leur cotisation.

Cette source d'information diffère de celle de l'INSTAT puisque la principale entrée du fichier est l'employeur et non l'établissement. Un employeur pouvant détenir plusieurs entreprises, la déclaration de la cessation de l'activité d'un seul établissement peut être à l'origine d'une suppression du fichier de base des autres établissements appartenant au même employeur. Par ailleurs, il est regrettable de constater que le numéro statistique des établissements n'est pas systématiquement saisi dans ce fichier, ce qui complique considérablement les recouplements d'informations.

#### *Le fichier des Contributions directes*

Toutes les entreprises modernes malgaches doivent être inscrites à la contribution directe. Par ailleurs, l'arrêt des activités d'une entreprise doit être signalé à la contribution directe par le responsable sous peine de continuation de paiement d'impôts. Les données de cette direction sont divisées en deux groupes :

- groupe "Antananarivo": y sont inscrites les entreprises dont le siège social se trouve à Antananarivo;
- groupe "autres provinces" :y sont inscrites les entreprises dont le siège social se trouve hors d'Antananarivo.

Les données de la contribution directe présentent l'avantage d'avoir un numéro statistique facilitant ainsi le recouvrement avec le fichier de l'INSTAT/BDE. En outre, ces données sont actuellement informatisées (du moins celles du "groupe Antananarivo"). Néanmoins,

---

<sup>6</sup>) L'enregistrement au fichier des établissements de l'INSTAT constitue en principe une étape obligatoire lors de la création d'une entreprise. Un numéro statistique est alors attribué à celle-ci.



l'informatisation est confiée à un bureau d'études privé, ce qui rend difficile la récupération des données saisies.

### *Le fichier de la Direction de l'Enregistrement*

L'inscription auprès de la Direction de l'Enregistrement est la première étape administrative à laquelle une entreprise nouvellement créée doit se soumettre. Toutes les entreprises malgaches y sont donc répertoriées. Tout comme le cas de la contribution directe, l'arrêt des activités doit y être signalé. Malgré l'existence de cette liste exhaustive, deux problèmes majeurs freinent l'exploitation des données de cette direction :

- la non-informatisation des données des entreprises ;
- l'absence de numéro statistique dans les enregistrements.

### *La base de données du MPIA*

Une autre source provenant du MPIA peut être mobilisée. Il ne s'agit pas d'une source administrative mais elle peut constituer un point de départ pour la construction d'un fichier de base de l'industrie. Ce ministère effectue un travail de mise à jour de leur base de données sur l'industrie depuis 1993. Les résultats de ce travail ont été publiés cette année sous la forme d'un annuaire des entreprises industrielles. Mais cette base de données reste encore incomplète faute d'une méthodologie efficace pour recenser la totalité des entreprises dans l'Ile. L'annuaire est censé répertorier la totalité des entreprises des trois secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) de l'année 1993. Elle a été établie à partir d'un questionnaire simplifié (nom, raison sociale, ...) qui a été envoyé aux entreprises répertoriées dans les fichiers de la BDE, de la JIRAMA, de la CNaPS, et de la PApEM (Projet d'Appui aux Entreprises Malgaches PME/PMI). Environ 3500 entreprises sont ainsi recensées, dont 919 dans le secteur industriel en excluant les activités minières (sauf la production de sel) et les BTP. A priori, malgré ses imperfections, cette base est la plus complète parmi celles citées précédemment.

*Le MINAS* constitue la dernière source que l'on peut citer. Il s'agit d'un annuaire établi par un cabinet privé qui est censé recenser la totalité des entreprises en activité en 1993. Nous ne disposons pas pour l'instant d'informations sur la méthodologie qu'ils ont appliquée.

De manière générale, les informations contenues dans ces fichiers administratifs sont restreintes (Nom de l'entreprise, adresse, activité principale, éventuellement la taille...). Ils ne permettent pas de véritables analyses statistiques. Mais étant donné qu'ils servent en principe de base aux différentes opérations statistiques (notamment pour la constitution d'une base de sondage), leur mise à jour est fondamentale.

## **II.- PROPOSITIONS**

Le programme de travail que nous proposons s'organise autour de trois axes principaux:

- la valorisation des données existantes ;
- la mise en place d'une méthodologie pour améliorer le système d'information ;
- la réalisation d'une enquête annuelle sur le secteur industriel moderne et le suivi conjoncturel des entreprises de la zone franche.

## **II.1- Valorisation des données existantes**

Les analyses approfondies portant sur le secteur industriel dans son ensemble sont quasi-inexistantes à Madagascar. La plupart des enquêtes ne sont exploitées que partiellement. Malgré la non-représentativité des données, l'exploitation de ces dernières peuvent donner des résultats indicatifs de l'évolution du tissu industriel.

Les données des enquêtes de conjoncture du Ministère de l'Industrie depuis 1990 méritent notamment une exploitation approfondie. Les résultats qui sont sortis jusqu'à présent se limitent principalement à une appréciation qualitative de la situation dans l'industrie. Nous nous proposons d'effectuer une analyse de la dynamique de la production, de l'emploi, des exportations au cours des cinq dernières années. Parallèlement, à partir des variables disponibles, on peut envisager d'établir une typologie des entreprises pour mieux cerner la composition du tissu industriel (poids de chaque branche, taille, etc.) et déterminer leur performance selon leurs caractéristiques.

Dans la mesure du possible, les résultats pourront être comparés à ceux des enquêtes antérieures pour tracer l'évolution historique de ce secteur.

Quelques études spécifiques sont également envisagées pour évaluer les impacts des différentes mesures économiques. Les principaux thèmes retenus sont les suivants:

- effet du flottement du taux de change sur les entreprises (exportatrices et tournées vers le marché domestique;
- effet de la libéralisation du commerce extérieur sur le secteur industriel;
- étude spécifique de l'évolution des entreprises de la zone franche depuis la mise en place du nouveau code des investissements et des mesures favorisant les investissements directs étrangers.

## **II.2- Amélioration du système d'information**

### *Constitution d'un fichier de base sur l'industrie*

La disponibilité de plusieurs sources administratives devrait permettre la construction d'un fichier de base de l'industrie le plus complet possible. La mise à jour du fichier des établissements de l'INSTAT peut se faire grâce à un recoupement des informations avec celles de la Contribution Directe, de la CNaPS et du Service de l'Enregistrement et du Timbre.

Par la suite, une coordination entre les différentes institutions doit être promue pour que chacun dispose d'un fichier complet. Un certain nombre de variables communes peuvent être définies ensemble (numéro statistique, raison sociale, activité, numéro CNaPS, etc.). Ces variables seront saisies automatiquement par chacune des institutions pour chaque création ou disparition d'un établissement. Ces informations constitueront le noyau commun de chaque fichier et pourront être échangées régulièrement entre les institutions intéressées.

### *Coordination des enquêtes*

Etant donné la multiplicité des enquêtes portant sur les mêmes thèmes et la mauvaise qualité des données recueillies, une collaboration entre les différentes institutions collectant les données sur l'industrie s'avère indispensable.

On peut évoquer principalement trois raisons à l'origine de ce foisonnement d'opérations statistiques :

- **l'absence de coordination et de collaboration entre les différentes institutions** ;
- **la mauvaise circulation des informations**: les personnes appartenant à une institution autre que celle responsable de l'enquête, mais qui travaillent également sur le même thème (ici l'industrie), ont difficilement accès aux informations collectées. Ces difficultés résultent soit de l'absence de documents précis sur l'enquête (note méthodologique sur l'opération sur le terrain et sur les résultats publiés), soit tout simplement de la réticence des services concernés à communiquer les données de base.
- **l'attrait des financements extérieurs** liés à la mise en place d'enquêtes statistiques.

Ces dysfonctionnements du système d'informations statistiques entraînent un certain nombre d'effets pervers :

- d'une part, **le gaspillage des ressources** aussi bien humaines que matérielles qui sont pourtant limitées ;
- d'autre part, **la réticence des entreprises** à répondre ;
- enfin, chaque institution effectue une enquête sur un échantillon non représentatif, avec un questionnaire très simplifié (et par conséquent incomplet), et dont les résultats ne sont exploités que partiellement faute de moyens.

Il serait donc souhaitable que les ressources soient coordonnées pour mettre en place une seule enquête de conjoncture couvrant de façon représentative l'ensemble du secteur industriel. Le questionnaire pourra être plus complet et répondre aux objectifs de chaque institution intéressée. L'exploitation pourra être faite de façon conjointe et de manière approfondie, chaque institution pouvant traiter les thèmes qui les concernent directement. Parallèlement, **la disponibilité de documents précis sur les méthodologies** appliquées par chaque institution est primordial pour une meilleure circulation des informations et pour permettre une utilisation optimale des résultats.

### **II.3- Réalisation d'une enquête annuelle**

La mise en place d'une enquête annuelle est nécessaire. Dans le cadre du projet MADIO, nous nous proposons d'effectuer cette opération statistique en collaboration avec les institutions directement intéressées (INSTAT, MPIA...) au cours du premier semestre 1995. Les objectifs de celle-ci diffèrent de ceux de l'enquête de conjoncture puisqu'elle vise à apprécier l'évolution structurelle du secteur industriel. Cette enquête pourra prendre la forme d'un recensement industriel afin de mettre à jour les fichiers de base concernant l'industrie. Le dernier recensement ayant eu lieu en 1987, et la fiabilité des données recueillies étant incertaine, la mise en oeuvre d'une opération couvrant la totalité du tissu industriel s'avère indispensable. Cette démarche se justifie d'autant plus que la taille du secteur industriel moderne est relativement restreinte.

Cette opération sera par la suite reprise annuellement par l'INSTAT sur un échantillon représentatif défini à partir des résultats du recensement.

Parallèlement, la mise en place d'un suivi conjoncturel des entreprises de la zone franche peut être envisagée. Etant donné le nombre limité des entreprises (et donc le coût limité de l'opération) et le rôle important qu'elles peuvent jouer au sein de l'économie, l'intérêt d'une telle opération est manifeste.